

2. Comment le projet minimise-t-il les coûts imposés aux PME, tout en respectant les objectifs du gouvernement?

D) Le projet par rapport à l'emploi

Dans quelle mesure l'emploi est-il affecté dans les entreprises auxquelles des coûts sont imposés?

43844

Gouvernement du Québec

Décret 112-2005, 18 février 2005

CONCERNANT le Comité des priorités

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE le décret n° 111-2005 du 18 février 2005 prévoit certaines modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil exécutif et institue le Comité des priorités ;

QU'il y a lieu de définir le mandat et de déterminer la composition du Comité des priorités ;

EN CONSÉQUENCE, le premier ministre recommande :

QUE le Comité des priorités ait comme mandat :

— de définir l'orientation générale des politiques du gouvernement, de déterminer ses priorités d'action et d'en assurer le suivi ;

— d'examiner les enjeux budgétaires et financiers reliés à l'élaboration du cadre financier, à la revue de programmes et à la préparation du budget, ainsi que les processus entourant ces opérations, et d'effectuer les arbitrages requis entre les priorités gouvernementales et les objectifs budgétaires ;

— d'examiner les dossiers stratégiques comportant des enjeux majeurs pour la société québécoise ou ayant de fortes incidences interministérielles afin d'évaluer leur opportunité et d'assurer la cohérence des politiques et des programmes gouvernementaux ;

— d'orienter la réflexion prospective sur des questions ayant des répercussions sur l'ensemble de l'activité gouvernementale ;

— de définir l'encadrement général de la planification stratégique des ministères et organismes ;

QUE fassent partie de ce comité le premier ministre, le vice-premier ministre et ministre de la Sécurité publique, le ministre des Finances, la présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale, le président du Comité ministériel du développement social, éducatif et culturel, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le président du Comité ministériel de la prospérité économique et du développement durable, le président du Comité de législation, le ministre des Transports et la présidente du Comité ministériel à la décentralisation et aux régions ;

QUE le président du comité soit le premier ministre et le vice-président le vice-premier ministre et ministre de la Sécurité publique ;

QUE le quorum du comité soit de trois membres, dont le président ou, en son absence, le vice-président ;

QUE le secrétariat du comité soit assuré, au sein du Secrétariat général du Conseil exécutif, par le Secrétaire du Comité des priorités.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

43845